



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article744>

# ENTRETIEN AVEC JOAO PEDRO STEDILE, COORDINATEUR NATIONAL DU MOUVEMENT DES SANS



Date de mise en ligne : mardi 3 septembre 2013

## RESIL

ntes - Brésil -

---

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

---

*De façons très diverses, la question de la Constituante resurgit dans des lieux et des pays de plus en plus nombreux. Ici, c'est au Brésil que la question est évoquée après les grandes manifestations*

**ENTRETIEN de BRASIL DE FATO avec JOAO PEDRO STEDILE, COORDINATEUR NATIONAL DU MOUVEMENT DES SANS TERRE (Brasil de Fato, 23 JUILLET 2013)**

\*\*\*

*« Dilma Rousseff a entendu la voix de la rue, mais elle a été boycottée et battue par sa base parlementaire*

**Dans cet entretien, João Pedro Stedile, dirigeant du Mouvement des sans terre (MST), expose son analyse de la situation politique actuelle au Brésil et présente la stratégie et le calendrier des mouvements sociaux face aux secteurs organisés de la bourgeoisie.**

Les mois d'août et de septembre verront l'organisation de nombreuses mobilisations sociales dans le pays.

Pour João Pedro Stedile, **« la seule sortie politique à court terme est la lutte pour la convocation d'une assemblée constituante afin de promouvoir des réformes politiques qui ouvriront l'espace aux nécessaires réformes structurelles »**.

Le MST souhaite engager, entre septembre et novembre, une consultation populaire sur la convocation d'une constituante en 2014, parallèlement à la tenue des élections politiques nationales.

**Brasil de Fato** : Quel bilan tirez-vous du premier mois des grandes mobilisations sociales au Brésil et de la grève nationale du 11 juillet ?

**João Pedro Stedile** : Le résultat des grandes mobilisations qui ont eu lieu en juin est extrêmement positif. La jeunesse a rebattu les cartes de la politique institutionnelle et rompu avec l'apathie de la politique de conciliation de classe, dans laquelle soi-disant tout le monde était gagnant. Puis, nous avons eu la grève nationale du 11 juillet organisée par les syndicats et les secteurs organisés de la classe ouvrière qui, en dépit des manipulations de la presse bourgeoise, fut réellement un succès. La majorité de la classe ouvrière dans les grands centres du pays a suivi la grève. Et dans de nombreuses villes, des mobilisations représentatives ou massives se sont déroulées pour des revendications locales, contre l'arrogance de la police, contre les gouvernements locaux, comme à Rio de Janeiro, Vitoria, Porto Alegre, etc.

Tout cela a remis les masses en mouvement. Elles agissent dans la lutte politique concrète et utilisent la rue comme espace de lutte.

Du point de vue programmatique, nous assistons à la conjonction de deux pôles : d'une part, les jeunes contestant la façon de faire de la politique, le manque de représentativité du Congrès, le pouvoir judiciaire et les gouvernements. Ils dévoilent la gravité de la crise urbaine, la situation des transports et de la vie quotidienne dans les villes. Et ils critiquent le réseau médiatique de Globo tout en soutenant la démocratisation des moyens de communication. Et d'autre part, avec l'entrée en scène des secteurs organisés de la classe ouvrière, les exigences pour des réformes

structurelles liées aux besoins socio-économiques du peuple tout entier ont été mises à l'ordre du jour. Je pense ici à la garantie des droits sociaux, à l'opposition à la loi de sous-traitance et de précarisation des conditions de travail, et aux revendications pour la réduction du temps de travail et la couverture sociale. Mais je pourrais également citer la défense de la souveraineté nationale contre la vente aux enchères du pétrole brésilien. Et pour ce qui est de l'agenda économique, le refus des taux d'intérêt élevés, et l'appui à une réforme fiscale allant jusqu'à une révision de la politique d'excédent primaire qui est appliquée depuis le gouvernement Cardoso.

**Brasil de Fato** : Pourquoi la proposition de la présidente Dilma Rousseff de convoquer une constituante et de recourir au référendum constitutionnel est-elle tombée à l'eau ?

**João Pedro Stedile** : La présidente Dilma a entendu la voix de la rue et proposé, dans un premier temps, la convocation d'une constituante et la tenue d'un référendum pour consulter la population sur les réformes politiques. C'était une bonne initiative, même si le référendum proposé concernait de petits changements électoraux qui ne constituaient pas une grande réforme politique. Mais, aussi surprenant que cela puisse paraître, la présidente a été boycottée et battue. D'abord par sa base parlementaire, qui n'est pas réellement la base du gouvernement, mais celle des entreprises qui ont financé ses campagnes. Deuxièmement, elle a été boycottée par le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) - centre-droit - et par une partie de son propre groupe du Parti des travailleurs (PT). Ainsi, toute possibilité de changement politique avec le Congrès actuel est définitivement enterrée. Autrement dit, il a été prouvé encore une fois que personne n'abolit ses propres privilèges. Pire encore, au milieu de toute cette mobilisation, les principaux représentants des pouvoirs constitués se sont comportés avec mépris face aux exigences de la rue, n'hésitant pas à réquisitionner les jets des forces aériennes pour aller faire la fête et assister aux matchs de l'équipe nationale de football. Sans oublier les coups tordus du président de la Cour suprême avec tous ses privilèges, sa promiscuité avec Globo qui emploie un de ses fils, et les révélations selon lesquelles il aurait reçu 500 000 reais de l'Université d'Etat de Rio de Janeiro sans travailler.

Tout cela a contribué à abattre politiquement la présidente. Je pense que son avenir va dorénavant nécessiter beaucoup de courage. Elle devrait d'abord faire un remaniement ministériel pour changer immédiatement certains ministres qui ne veulent pas entendre la rue, comme à l'intérieur, à la justice et à la communication... et fournir une preuve de sa volonté de changement. Elle devrait également s'éloigner le plus rapidement possible du PMDB et avancer en écoutant la rue !

**Brasil de Fato** : Comment interprétez-vous l'attitude et les objectifs de la bourgeoisie brésilienne vis-à-vis de ces manifestations ?

**João Pedro Stedile** : Les secteurs organisés de la bourgeoisie brésilienne et ceux qui la représentent dans des champs divers ont également été surpris par ces manifestations, ne sachant que faire et réagissant par tâtonnements. Voyez comme la posture de Globo a alterné. Ou les directives données à la police militaire. Ils restent divisés. Une partie continue à soutenir Dilma Rousseff, même s'ils préféreraient que Lula revienne pour sécuriser l'alliance de classes établie en 2002. Une autre partie de la bourgeoisie, plutôt liée à l'agrobusiness et au secteur rentier du capital financier, est focalisée sur un unique objectif : éroder le gouvernement au maximum pour récolter les fruits aux élections de 2014. Toutefois, ils n'ont pas encore un candidat qui parvienne à représenter leurs intérêts tout en capitalisant sur le désir de changement de la rue. Principalement parce qu'ils ne représentent pas le changement, ils sont réactionnaires, prônent le retour aux programmes néolibéraux et à une dépendance accrue du Brésil aux intérêts étrangers.

Ils vont continuer à essayer de motiver les jeunes à soutenir des thèmes réactionnaires, ou ils vont utiliser le 7 septembre [jour de la fête nationale] pour exalter la patrie, comme ils le faisaient par le passé. Mais heureusement pour nous, je pense qu'ils ne rentrent pas dans le costume, comme dit l'expression. La jeunesse n'a pas été dupe, et avec l'entrée de la classe ouvrière sur scène, les questions de lutte de classes sont dans la rue.

**Brasil de Fato** : Que va-t-il se passer dans la rue à partir de maintenant ?

**João Pedro Stedile** : Il est très difficile d'anticiper les développements. Il est certain que les manifestations se poursuivront. A propos des problèmes locaux, par exemple le cas du gouverneur de Rio de Janeiro, des péages de Vitória, de la lutte pour les transports gratuits qui ne fait que commencer... Pour leur part, les secteurs organisés de la classe ouvrière ont déjà programmé diverses manifestations tout au long du mois d'août. Le 6 août, nous aurons des manifestations des syndicats devant tous les sièges du patronat contre le projet de sous-traitance du travail et pour revendiquer la réduction de la journée de travail. La semaine du 12 août aura lieu une grande mobilisation des étudiants sur des thèmes liés à l'enseignement. Le 30 août est prévu un nouveau débrayage national avec le même agenda politique et économique que le 11 juillet. Je suis sûr que cette grève sera encore plus suivie. Et la semaine du 7 septembre, nous mobiliserons contre la vente aux enchères de pétrole, de l'électricité, il y aura des mobilisations en faveur des exclus impliquant les églises pastorales, etc. Nous aurons donc un mois d'août très actif. Mais le principal est que nous considérons que s'ouvre une nouvelle période historique de mobilisations de masse, qui se prolongera jusqu'à ce que les rapports de forces dans les institutions politiques se modifient.

**Brasil de Fato** : Quel est l'objectif des mouvements sociaux dans cette situation ?

**João Pedro Stedile** : Face à cette situation, nous avons débattu avec les mouvements sociaux dans les espaces les plus divers et organisé un nombre incalculable d'assemblées locales, régionales et nationales pour décider d'une marche à suivre unitaire. Nous pensons que nous devons encourager toutes sortes de mobilisations de masse dans les rues, comme celles que j'ai décrites pour le mois d'août. Par ailleurs, la seule sortie politique à court terme est la lutte pour la convocation d'une assemblée constituante exclusive [1] afin de promouvoir des réformes politiques qui ouvriront l'espace aux nécessaires réformes structurelles. Puisque le Congrès ne veut pas de constituante et a mis en échec le gouvernement lui-même, il incombe aux forces populaires de se mobiliser et de convoquer elles-mêmes un référendum populaire qui posera au peuple une unique question : « pensez-vous qu'il soit nécessaire de convoquer une assemblée constituante exclusive pour réaliser les réformes ? ».

Armés de ce référendum populaire, organisé par nous-mêmes, nous récolterions des millions de votes, par exemple entre septembre et novembre, et nous ferions une grande marche à Brasilia pour soumettre cette proposition au Parlement afin qu'il organise l'élection de la constituante en même temps que les élections de 2014. Nous aurions ainsi un Congrès temporaire en état de fonctionnement, et une assemblée constituante séparée qui aurait, par exemple, six mois (le premier semestre 2015) pour accomplir les réformes exigées dans les rues.

Le 5 août prochain, nous organiserons une plénière nationale de tous les mouvements sociaux brésiliens pour débattre de cette proposition, ainsi que d'autres. A partir de là, nous ferons le nécessaire. J'espère que les dirigeants des organisations populaires qui, par hasard, liraient cet entretien, seront motivés pour participer à cette importante assemblée qui se tiendra à São Paulo.

**Brasil de Fato** : Cette proposition est-elle politiquement viable ?

**João Pedro Stedile** : En ce moment, nous faisons beaucoup de consultations entre les mouvements sociaux, les courants de la gauche politique, les forces populaires. Le soutien est très large. Si nous parvenons à organiser un référendum et s'il recueille des millions de voix, voilà qui organisera la pression nécessaire pour trouver une issue politique à la situation actuelle. Si nous ne parvenons pas à convoquer une constituante, nous entrerons dans une crise politique prolongée dont personne ne connaîtra les ramifications. C'est d'ailleurs pourquoi les élections de 2014 ne vont pas résoudre les impasses rencontrées dans les rues.

Source : <http://www.brasildefato.com.br/node/13684>

Traduction : HD

Édition et révision : Mémoire des luttes

<http://www.medelu.org/Dilma-Rousseff-a-entendu-la-voix>